



Rouen

CENTRE COMMUNAL
D'ACTION SOCIALE

DÉLIBÉRATIONS

Le 12 mai 2026 à 15h44 les membres du Conseil d'Administration du CENTRE COMMUNAL D'ACTION SOCIALE DE ROUEN, se sont réunis au C.C.A.S., 2, Rue de Germont - sous la présidence de Monsieur Nicolas MAYER-ROSSIGNOL

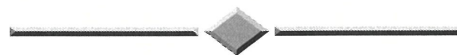
Étaient présents :

Madame Elisabeth ALAZARD-SCHNEIDER, Madame Zohra AMIMI, Madame Élise BOQUIÉ, Madame Brigitte BROUT, Madame Marine CARON, Monsieur Samantigui DOUMBIA, Monsieur François HAINIGUE, Monsieur Dorian JUSTIN, Monsieur Jamal KHERBECHE, Madame Dominique LABARRE, Madame Clémentine LE DUEY, Madame Martine LELAIT, Monsieur Nicolas MAYER-ROSSIGNOL, Madame Elisabeth MENESTRIER, Madame Adeline PIERRE, Madame Gaëlle SILVESTRE, Madame Juliana VIENNE

Secrétaire de séance :

Madame Vanessa RAPITEAU, Directrice du C.C.A.S. de Rouen

Date de convocation : 7 mai 2026





DÉLIBÉRATIONS

8 DÉSIGNATION DES REPRÉSENTANTS DE LA COMMISSION D'APPEL D'OFFRES

MESDAMES, MESSIEURS,

Le fonctionnement d'une commission d'appel d'offres (CAO) est défini par l'article L. 414-2 du Code Général des Collectivités Territoriales et il prévoit que : « pour les marchés publics passés selon une procédure formalisée dont la valeur estimée hors taxe prise individuellement est égale ou supérieure aux seuils européens qui figurent en annexe du code de la commande publique [...], le titulaire est choisi par une commission d'appel d'offres composée conformément aux dispositions de l'article L. 1411 5 [...] ».

Conformément au code de la commande la C.A.O. attribue les marchés publics passés selon une procédure formalisée. Il est d'usage que tout marché supérieur à 90.000 € HT soit présenté en C.A.O.

A ce jour, les seuils de procédure formalisée pour les collectivités sont les suivants :

- 216.000 € H.T. pour les marchés de services et de fournitures courantes,
- 5.404.000 € H.T. pour les marchés de travaux.

Par ailleurs, les avenants de ces mêmes marchés sont soumis à la Commission d'Appel d'Offres (C.A.O.) dès lors que leur incidence financière excède les 5 % du marché.

En application de l'article L. 1411-5, la commission est composée pour un établissement public :

- Du Président de la commission, autorité habilitée à signer la convention de délégation de service public ou son représentant, lequel préside ladite commission,
- et de 5 membres de l'assemblée délibérante élus en son sein à la représentation proportionnelle au plus fort reste. Il est procédé, selon les mêmes modalités, à l'élection de suppléants en nombre égal à celui de membres titulaires ».

La C.A.O. devra donc être composée, outre du Président du C.C.A.S. ou de son représentant, de cinq Administrateurs désignés à la représentation proportionnelle au plus fort reste.

Il est également procédé, selon les mêmes modalités, à la désignation de suppléants en nombre égal à celui des membres titulaires.

Il est rappelé que l'élection de ses membres titulaires et suppléants a lieu sur la même liste sans panachage ni vote préférentiel. Les listes peuvent prévoir moins de noms qu'il n'y a de sièges.

En cas d'égalité des restes, le siège revient à la liste qui a obtenu le plus grand nombre de suffrages. En cas d'égalité de suffrages, le siège est attribué au plus âgé des candidats susceptibles d'être proclamés élus.

Le conseil doit se prononcer au préalable sur les conditions de dépôt des listes candidates.

Enfin, l'article L.2121-21 du Code Général des Collectivités Territoriales applicable au Conseil d'Administration dispose que le « conseil municipal peut décider, à l'unanimité, de ne pas procéder au scrutin secret aux nominations ou aux représentations, sauf disposition législative ou réglementaire prévoyant expressément ce mode de scrutin. »

Le Conseil d'Administration est invité à désigner que les listes candidates sont annoncées en séance puis procéder à l'élection de 5 membres titulaires de la C.A.O. et de 5 membres suppléants.



DÉLIBÉRATIONS

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION DU C.C.A.S. DE ROUEN

VU le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment ses articles L.1411-5, L.1414-2, L.2121-21, D.1411-4 et D.1411-5,

VU le Code de la Commande Publique.

VU l'Article R123-20 du Code de l'Action Sociale et des Familles,

CONSIDÉRANT qu'à la suite de l'installation des membres, il y a lieu d'instaurer une nouvelle Commission d'Appel d'Offres (C.A.O.),

CONSIDÉRANT que cette C.A.O. est composée, outre le Président ou son représentant, de 5 membres du Conseil d'Administration à la représentation proportionnelle au plus fort reste,

CONSIDÉRANT qu'il est également de rigueur, selon les mêmes modalités, de procéder à l'élection de suppléants en nombre égal à celui des membres titulaires.

APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ, décide :

- décide que les listes candidates sont annoncées en séance,

PUIS APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ À NOUVEAU, procède à l'élection de :

- **5 membres titulaires :**

- Madame Élisabeth ALAZARD-SCHNEIDER
- Madame Gaëlle SILVESTRE
- Madame Juliana VIENNE
- Madame Elisabeth MENESTRIER
- Monsieur Samantigui DOUMBIA

- **5 membres suppléants :**

- Monsieur Dorian JUSTIN
- Madame Clémentine LE DUEY
- Madame Dominique LABARRE
- Madame Adeline PIERRE
- Madame Élise BOQUIÉ



DÉLIBÉRATIONS

À L'UNANIMITÉ DE SES MEMBRES :

Votants :

- Pour : 17
- Contre : 0
- Abstention : 0
- Ne prend pas part au vote : 0

Fait à Rouen, les jours, mois et an susdits.

POUR EXTRAIT CONFORME,
Pour le Président et par délégation



Vanessa RAPITEAU
Directrice du C.C.A.S. de Rouen

Madame la Directrice du C.C.A.S. de Rouen certifie, sous sa responsabilité, le caractère exécutoire de cet acte, et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours auprès du Tribunal Administratif de Rouen (53, avenue Gustave Flaubert, 76000 Rouen) dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa transmission aux services de l'Etat. De même, en cas de recours ne nécessitant pas la présence d'un avocat, vous pourrez saisir le tribunal susmentionné par le site « Télérecours Citoyens » à l'adresse suivante : www.telerecours.fr, et ce en application de l'article R421-1 du Code de la Justice Administrative.